

Le 10 mai 1981 : François Mitterrand, avant, pendant, après

samedi 30 juillet 2011, par [COUSTAL François](#) (Date de rédaction antérieure : 10 mai 2011).

Sommaire

- [Cap sur l'Elysée : la longue](#)
- [Union, action, programme \(...\)](#)
- [L'union est un combat](#)
- [IL Y A TRENTE ANS, LE 10 \(...\)](#)
- [Retour sur un événement \(...\)](#)
- [1981 : l'état de grâce](#)
- [Le tournant de la rigueur](#)

Cap sur l'Elysée : la longue marche de François Mitterrand

Le 10 mai 1981 consacre le retour de la gauche au pouvoir, après une longue éclipse qui a débuté avec l'avènement de la ve République, en 1958. C'est évidemment la conséquence de mouvements de fond, dont l'usure politique de la droite qui dirige alors le pays depuis vingt-trois ans et les changements d'une société que le soulèvement étudiant et la grève générale ouvrière du printemps 1968 ont ébranlée, sans avoir pu déboucher au plan politique. Mais c'est aussi la victoire de la stratégie politique imposée à la gauche par François Mitterrand.

Prémisse de cette démarche : en 1965, il se propulse comme candidat unique de la gauche à l'élection présidentielle et, contre toute attente, met en ballottage le général De Gaulle. Les « événements » de 1968 retardent le déroulement de son plan de carrière. Lors de l'élection présidentielle de 1969, Gaston Defferre le candidat soutenu par la SFIO - ancêtre du Parti socialiste - ne recueille qu'à peine 5 % des voix alors que Jacques Duclos, candidat du PCF, dépasse les 21 % ! Accessoirement, le second tour se déroule entre deux candidats de droite (Alain Poher et Georges Pompidou), la gauche étant éliminée...

François Mitterrand ne dirige alors que la Convention des institutions républicaines (CIR), un tout petit parti de notables de centre-gauche. À la recherche d'un outil pour ses ambitions présidentielles, il s'empare de la SFIO et la « refonde » pour créer le (nouveau) Parti socialiste. Le changement par rapport à l'ancienne SFIO est radical dans au moins deux domaines : le discours et les alliances. Pour Mitterrand, seul un accord avec le PCF peut permettre à la gauche de revenir au pouvoir. La condition mise par le PCF est qu'un tel accord électoral se traduise par des engagements communs sur des mesures à mettre en œuvre après la victoire. Qu'à cela ne tienne ! Mitterrand va convaincre les socialistes, anciens et nouveaux, de renoncer au « débat idéologique » avec le PCF - embrassant tous les points d'histoire qui opposent socialistes et communistes depuis le congrès de Tours - pour se consacrer au seul sujet qui importe : rédiger un bon accord pour gagner les élections. Quant aux discours, Mitterrand estime qu'ils ne seront jamais trop à gauche, aussi bien pour reconstruire le PS dans une période encore sensible aux « idées de Mai », que pour se confronter au PCF auquel il n'entend pas laisser le monopole de la radicalité. Ainsi, lors du congrès

d'Épinay (1971) - alors que, dans le même mouvement, il adhère au PS... et en devient le Premier secrétaire ! - il ne lésine pas sur le verbe révolutionnaire : « *Celui qui n'accepte pas la rupture, celui qui ne consent pas à la rupture avec l'ordre établi, politique, cela va de soi, avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, il ne peut pas être adhérent du Parti socialiste* » !

Union, action, programme commun !

Un an plus tard, en juin 1972, une nouvelle étape est franchie avec la signature, entre le PS et le PCF (rapidement rejoints par le Parti radical de gauche), du programme commun de gouvernement, acte de naissance de ce que l'on va appeler l'Union de la gauche. Ce document de 146 pages dactylographiées constitue, en quelque sorte, un contrat de gouvernement. Il recense l'ensemble des mesures qui seront prises en cas de victoire de la gauche, dans les domaines les plus divers : économie, fiscalité, droit du travail, questions de société, défense, politique étrangère, culture, santé, éducation, urbanisme, pouvoirs des travailleurs, etc. Les nationalisations constituent le cœur du dispositif et leur objectif ultime - et ambitieux ! - est clairement affiché : « *le passage du secteur privé au secteur public des pôles dominants de la production et la mise en place de structures démocratiques de gestion que ce passage permettront de commanderont la transformation effective de la société et ouvriront la voie au socialisme* ».

En fait, quelques heures après avoir signé le programme commun, François Mitterrand se rend à une réunion de l'Internationale socialiste où il est interpellé par les dirigeants des autres partis socialistes. Pour eux, un accord de gouvernement avec des communistes est tout simplement impensable, surtout au vu du rapport de forces existant alors entre le PCF et le Parti socialiste français. Lors d'une séance à huis clos, Mitterrand les rassure et explique le fin mot de sa stratégie : « *Notre objectif fondamental, c'est de refaire un grand Parti socialiste sur le terrain occupé par le PC, afin de faire la démonstration que, sur les cinq millions d'électeurs communistes, trois millions peuvent voter socialiste.* »

Jusqu'en 1981, les ténors de droite dénoncent avec virulence l'alliance « socialo-communiste » et un Parti socialiste « otage consentant du PCF ». Certains, sans peur du ridicule, évoquent même... les chars russes défilant sur les Champs-Élysées, en cas de victoire de Mitterrand ! À gauche, l'union de la gauche et le programme commun subissent deux types de critiques opposées : celles de l'extrême gauche qui en dénonce l'aspect velléitaire et réformiste (voir ci-dessous) et celle de la « deuxième gauche ». Cette dernière sensibilité regroupe ceux qui, à gauche, sont hostiles à l'alliance avec le PCF, les socialistes les plus « modérés », les amis de Michel Rocard et les dirigeants de la CFDT. Leur critique est double : d'une part, ils considèrent qu'il est totalement irresponsable de faire autant de promesses sociales qui ne seront pas tenues et de susciter ainsi un espoir qui sera forcément déçu. D'autre part, ils reprochent à la logique du programme commun d'être trop dirigiste et de faire des nationalisations - et, donc, de l'État - les moteurs exclusifs du changement social, au détriment de la « société civile ». Néanmoins, la pression de l'union de la gauche et son écho dans les couches populaires s'avèrent puissants. En octobre 1974 se tiennent les Assises pour le socialisme : à l'occasion de ce colloque, Michel Rocard et son courant au sein du PSU ainsi que quelques dirigeants de premier plan de la CFDT annoncent qu'ils rejoignent le Parti socialiste.

La CGT, pour sa part, s'inscrit avec enthousiasme en soutien au programme commun. Et, surtout, la dynamique électorale est impressionnante, à commencer par les élections législatives de 1973 qui voient une nette poussée de l'union de la gauche, surtout du PS d'ailleurs. Lors de l'élection présidentielle de 1974, Mitterrand est à nouveau le candidat unique de l'union de la gauche : au second tour, il obtient 49,19 % des suffrages et n'est battu par Valéry Giscard d'Estaing que d'un peu plus de 400 000 voix. Lors des élections municipales de 1977, c'est un véritable raz-de-marée :

la gauche gagne 55 municipalités de plus de 30 000 habitants. Elle dirige désormais 156 des plus grandes villes de France. Une victoire de la gauche lors des élections législatives de 1978 est désormais à portée de main... C'est alors que survient « l'actualisation du programme commun » et la rupture de l'union de la gauche !

L'union est un combat

Pendant cinq ans, le PCF a paré l'union de la gauche de toutes les vertus et, ainsi, contribué à reconstruire auprès des travailleurs la crédibilité du Parti socialiste et, surtout, celle de Mitterrand. Et voilà qu'il exige que la liste des entreprises à nationaliser soit « actualisée » et, en particulier, que toutes leurs filiales soient bien concernées. Au cours des mois que durent ces nouvelles négociations, il se livre à une surenchère permanente sur le contenu du programme, instruisant le procès d'une dérive à droite du PS et dénonçant ses trahisons, passées et à venir. Les dirigeants du PCF sont passés sans transition d'une phase d'union sans combat avec le PS à une phase de division effrénée. Prise de conscience brutale que l'union de la gauche profite surtout au PS ? Pressions de l'URSS dont les dirigeants sont très hostiles à Mitterrand, considéré comme un soutien de l'impérialisme US ? L'analyse des raisons de ce retournement du PCF est complexe et nécessiterait de plus amples développements...

Toujours est-il que cette rupture de l'union débouche sur un échec électoral de la gauche en 1978. Et, très rapidement, la division s'aggrave et s'étend au domaine syndical. La CGT prend fait et cause pour le PCF. C'est la rupture de l'unité d'action avec la CFDT qui était, plus ou moins, la règle dans les entreprises. Alors que les premiers effets de la crise mondiale se font sentir - notamment en termes de montée du chômage de masse - divisions et polémiques syndicales contribuent à une sensible baisse de régime des conflits sociaux et à l'amorce d'un mouvement de désyndicalisation. Cette faible activité sociale ne sera pas sans conséquence en 1981 : survenant dans ce contexte, l'élection de Mitterrand n'est plus la traduction politique d'une montée du mouvement social - comme cela aurait sans doute été le cas si elle était survenue au cours des années 1970 - mais plutôt l'espoir pour les couches populaires d'obtenir dans les urnes un peu de ce qu'elles n'ont pu gagner dans les luttes. En retour, les timidités puis les renoncements de la gauche au pouvoir provoquent des désillusions, mais pas de mobilisation.

Au sein du Parti socialiste, les campagnes du PCF provoquent une nouvelle offensive de la « droite » du parti qui propose d'en finir avec une politique d'unité dont, à l'évidence, le partenaire ne veut plus, de renoncer aux « outrances » du programme commun et de se doter d'un programme électoral plus « réaliste ». Michel Rocard est l'éphémère candidat à la candidature, volontaire pour porter cette réorientation. À l'inverse, François Mitterrand défend l'idée qu'il ne faut surtout rien changer et qu'il faut, malgré la politique du PCF, maintenir la stratégie d'alliance. Voire être unitaire pour deux, de façon à ce que, si la division persiste, la responsabilité en incombe au PCF et se traduise par un nouvel affaiblissement de ce dernier. Lors du congrès socialiste de Metz (1979), cette stratégie l'emporte largement sur les idées défendues par Rocard ; Mitterrand devient le candidat du PS à la présidentielle. Un candidat qui, d'ailleurs, s'émancipe immédiatement de toute référence non seulement au programme commun, mais même au programme du PS : la campagne électorale se fait sur les « 110 propositions de François Mitterrand » !

Comme ce dernier l'avait prévu - et préparé - une partie significative de l'électorat communiste vote pour lui dès le premier tour. Georges Marchais, le candidat du PCF, ne recueille que 15 % des suffrages. Un score qui, aujourd'hui, ferait rêver les dirigeants communistes mais qui, à l'époque, est considéré comme une vraie claque, après les 21 % de Duclos en 1969...

Dernière péripétie sur la route de l'Élysée : entre les deux tours de l'élection présidentielle, contraint et forcé, le PCF finit par appeler officiellement à voter pour Mitterrand. Officieusement, ainsi que l'ont révélé depuis les archives du PCF, une partie de l'appareil communiste organise en sous-main, auprès des militants considérés comme sûrs et dévoués au Parti, le « vote révolutionnaire » pour... Giscard d'Estaing ! Au même moment, à l'autre bord de l'échiquier politique, autour de Jacques Chirac et de Charles Pasqua, les dirigeants du RPR font, eux, discrètement voter pour... Mitterrand.

François Coustal

La porte à droite (Jean Ferrat 1985)

On m'a dit tes idées ne sont plus à la mode

Quand on veut gouverner ce n'est pas si commode

Il faut évidemment s'adapter au terrain

Mettre jour après jour un peu d'eau dans son vin

On m'a dit dans la jungle il faut qu'on se débrouille

On est bien obligé d'avaler des magouilles

De laisser dans un coin les projets trop coûteux

On va pas tout rater pour des canards boiteux

[...]

On m'a dit tu comprends tes idées archaïques

Ne feront qu'aggraver la crise économique

Ainsi la liberté dans un monde plus juste

Fait partie des slogans qui sont un peu vétustes

La porte du bonheur est une porte étroite

On m'affirme aujourd'hui que c'est la porte à droite

Qu'il ne faut plus rêver et qu'il est opportun

D'oublier nos folies d'avant quatre-vingt-un

[...]

IL Y A TRENTE ANS, LE 10 MAI 1981...ON A GAGNÉ ?

Putain d' muflée que j' me suis pris

Lamentable

Des comme ça j'en prends qu'une par an

À la Bastille, l' dix mai au soir

Ou encore les jours d'enterrement

C' qu'est plus rare

J' me souviens même plus c' qu'on fêtait

(Pochtron - Renaud - 1983)

Ce mois-ci, les anticapitalistes commémorent le 140^e anniversaire de la Commune. Sans doute galvanisés par la perspective d'une victoire présidentielle en 2012, les dirigeants du Parti socialiste organisent, eux, diverses initiatives destinées à célébrer le 30^e anniversaire du 10 mai 1981.

La victoire électorale, la stratégie qui y a conduit, le génie tactique de Mitterrand, les réformes de « l'état de grâce »... ou les renoncements et le « tournant de la rigueur » : se souviennent-ils exactement de ce qu'ils veulent fêter ?

Retour sur un événement controversé et ambigu...

Le 10 mai 1981, François Mitterrand est élu président de la République avec 15 700 000 voix, soit 51,76 %. Dès 20 heures et l'annonce du résultat, la foule commence à affluer place de la Bastille. Des rassemblements s'organisent également dans les régions. Finalement, au cours de cette soirée de fête, il y a peu de slogans politiques. De manière un peu décalée, les manifestants s'en prennent surtout à Jean-Pierre Elkabbach, alors présentateur vedette du journal télévisé et incarnation caricaturale des connivences entre les grands médias et le pouvoir de droite qui vient d'être battu. Un cri domine tous les autres et résume bien l'état d'esprit populaire : « on a gagné ! ». Le lendemain matin, même ambiance dans les entreprises, notamment celles qui figurent sur la liste des « nationalisables »...

Pierre Mauroy devient Premier ministre. Très rapidement, le nouveau président dissout l'Assemblée nationale. Les élections législatives de juin 1981 consacrent la victoire de la gauche et, surtout, l'hégémonie du Parti socialiste qui dispose à lui seul de la majorité absolue des députés. Pour la première fois depuis la Libération, le gouvernement comporte quatre ministres communistes.

1981 : l'état de grâce

Bien avant sa conquête du Parti socialiste, Mitterrand s'était surtout fait connaître, dans les années 1960, comme un opposant irréductible au « pouvoir personnel » et aux institutions de la V^e République, présentées par lui comme un « coup d'État permanent ». Parvenu au pouvoir, il s'accommode très bien des privilèges exorbitants de l'exécutif et accentue la dérive monarchique de ses prédécesseurs. Mais, très vite aussi, des mesures symboliques sont prises qui répondent aux mobilisations populaires des années précédentes. Dès le 28 mai, tout en confirmant son choix en faveur du nucléaire, Mitterrand annonce l'arrêt du chantier de la centrale de Plogoff, à l'origine d'un véritable soulèvement civique et de manifestations monstres en Bretagne (150 000, en mai 1980). Dans la foulée, il décide le 3 juin l'annulation du projet d'extension du camp militaire, contre lequel s'étaient mobilisés, depuis 1973, paysans du Larzac, pacifistes et antimilitaristes. L'empressement à satisfaire les revendications concernant les droits des femmes est moindre : il faut attendre décembre 1982 pour que soit votée une loi permettant (assez largement) le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse...

Toujours est-il qu'au cours des dix-huit premiers mois de son mandat, le gouvernement Mauroy réalise une série de réformes, présentées comme autant de mises en œuvre des « 110 propositions du candidat Mitterrand » sur lesquelles il a fait campagne. Certaines d'entre elles s'inspirent d'ailleurs du programme du Parti socialiste, « Changer la vie ». Et même du défunt programme commun...

Dès le mois de juillet 1981, le gouvernement augmente le Smic de 10 %, l'allocation handicapés de 20 %, les allocations familiales et l'allocation logement de 25 %. En août, il supprime la Cour de

sûreté de l'État, symbole d'une justice d'exception. Dans la même logique, quelques mois plus tard, il abroge la « loi anticasseurs » instaurée sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing en vue de criminaliser les mobilisations sociales. Au cours du dernier trimestre 1981, sont successivement décidés l'autorisation des radios libres (sans publicité) et le blocage des prix pendant six mois. Et puis, dans la foulée, il y a l'abolition de la peine de mort et la création de l'impôt sur les grandes fortunes (IGF). Ces deux mesures phares serviront ensuite aux socialistes, souvent et longtemps, de certificats d'authenticité d'appartenance à la gauche, lorsque leurs renoncements alimenteront les doutes...

Globalement, le gouvernement Mauroy ne cherche pas l'affrontement avec le patronat et se garde bien de menacer ses intérêts fondamentaux. Mais il esquisse une politique (keynésienne) de relance de l'économie par la consommation grâce à une augmentation modérée mais réelle du pouvoir d'achat. Sans doute en deçà des espoirs soulevés par l'arrivée de la gauche au pouvoir, cette politique s'avère néanmoins en décalage complet avec celles qui sont menées au même moment dans les grands pays capitalistes, Europe comprise. C'est en effet le début de la « révolution conservatrice », impulsée par Ronald Reagan et Margaret Thatcher. Partout, l'heure est à l'offensive contre les acquis sociaux, à la dérégulation et aux privatisations. Sauf en France...

Les premiers mois de l'année 1982 illustrent encore ce fossé grandissant. En janvier, la durée légale de la semaine de travail est abaissée de 40 à 39 heures et la cinquième semaine de congés payés est instaurée. En février, la loi sur les nationalisations est votée. En mars, l'âge légal de départ à la retraite passe de 65 à 60 ans. Ces mesures sont porteuses d'ambiguïtés et ne constituent pas la « rupture avec le capitalisme » qui avait fait les beaux jours de la reconstruction du PS dans les années 1970. Ni même l'écho assourdi des promesses de l'union de la gauche et du programme commun. Ainsi, le passage aux 39 heures est surtout un effet d'annonce : d'abord, il entérine le report sine die du passage à 35 heures, qui était la véritable promesse du candidat. Surtout, cette réduction homéopathique du temps de travail est rapidement absorbée par l'augmentation de la productivité et ne crée donc pas d'emplois. Reste que, contrairement aux « revendications » de la droite du PS - et de la direction de la CFDT - elle se fait sans perte de salaire. Même si des patrons en profitent pour en défalquer certains avantages préexistants (ponts, jours de fractionnement, etc.), la cinquième semaine de congés payés constitue bien un acquis social. Il en va de même pour la retraite. À l'époque, le nombre d'annuités requis pour une retraite pleine et entière était de 37, 5 et l'on entrait plus tôt dans la vie active : donc, l'abaissement à 60 ans de l'âge légal a effectivement permis à des centaines de milliers de salariés - qui avaient leurs annuités, mais pas 65 ans - de partir.

Quant aux nationalisations « cuvée 1982 », elles ne sont ni l'expropriation des capitalistes ni la première étape du pouvoir des travailleurs. D'ailleurs, les entreprises concernées sont soumises à un traitement différencié. Les banques ainsi que cinq groupes industriels importants - CGE, Saint-Gobain, PUK, Rhône-Poulenc, Thomson Brandt - sont intégralement nationalisés... et leurs actionnaires généreusement indemnisés. En ce qui concerne Matra, Dassault, CII-Honeywell Bull, l'État prend une participation majoritaire au capital et, donc, le contrôle de ces entreprises. Il s'agit d'industries certes « stratégiques » - armement, électronique de défense, aviation et informatique - mais dont une partie importante du chiffre d'affaires se fait à l'étranger ou, dans le cas de CII-Honeywell Bull, dont le capital était majoritairement nord-américain. Enfin, concernant Roussel-Uclaf - contrôlée par le groupe Hoeschst - l'État se contente d'une minorité de blocage.

Il n'empêche... Au moment où, partout dans le monde industriel développé, on privatise à tour de bras, la France se dote d'un secteur public et nationalisé d'une puissance inégalée, que ce soit dans son histoire ou en comparaison avec des pays analogues. Ce secteur représente alors 23 % des salariés français, 28 % de la valeur ajoutée, 30 % des exportations et 49 % des investissements. Quand même ! Ajoutons, pour parfaire le tableau, qu'à la suite de la nationalisation de Paribas,

d'IndoSuez ainsi que de 36 banques de dépôts, le secteur bancaire nationalisé représente alors... 91 % des dépôts bancaires.

Le problème est ailleurs : bien que disposant d'une force de frappe industrielle et financière considérable qui lui permettrait sinon de diriger du moins de « piloter » une économie française alors infiniment moins mondialisée qu'aujourd'hui, le gouvernement n'en fera rien. Pour les entreprises nationalisées, « l'autonomie de gestion » est la règle. Autrement dit, bien qu'ayant en principe le même « actionnaire » - l'État - ces entreprises fonctionnent exactement comme des entreprises privées, appliquent les mêmes critères de rentabilité et de profitabilité. Et elles se font même concurrence entre elles ! La présence, très minoritaire, de représentants des salariés - des délégués syndicaux, en règle générale - au sein des conseils d'administration ne change évidemment rien à l'affaire. Par la suite, la gauche se vantera d'avoir sauvé ces entreprises de la faillite qui les menaçait avant leur nationalisation et de les avoir « relancées », notamment en y injectant les investissements financiers auxquels se refusaient les actionnaires privés. Cette affirmation contient une part de vérité. Encore faut-il ajouter qu'à cette occasion ces entreprises ont été « restructurées » et qu'elles ont connu des « plans sociaux » massifs. Une fois leur assise financière et leur profitabilité restaurées grâce aux investissements publics et aux suppressions d'emplois, ces nouvelles « multinationales publiques » sont naturellement incluses dans le processus de privatisations qui, amorcé sous le second septennat de François Mitterrand, s'accélère sous les gouvernements Balladur et Juppé. Et connaît son apothéose, après 1997, sous le gouvernement Jospin... En vingt ans, gauche et droite se sont donc relayées sans heurt majeur pour illustrer le vieux principe : nationalisation des pertes, privatisation des profits !

Le tournant de la rigueur

Sans doute plus keynésien que socialiste, le gouvernement Mauroy se heurte néanmoins aux réalités d'une économie « ouverte », de plus en plus internationalisée. En un an, dopée par les créations d'emplois publics, la dépense publique s'est accrue de 25 % ! Même limitée, l'augmentation du pouvoir d'achat a effectivement stimulé la demande de biens de consommation courante, dont une grande partie n'est pas (ou plus) fabriquée dans l'Hexagone. Les résultats ne se font pas attendre : inflation galopante, déficit du commerce extérieur et dévaluations du franc. Au sein du gouvernement, des voix s'élèvent - notamment celle de Jacques Delors, alors ministre des Finances - pour prophétiser la catastrophe et réclamer une « pause » dans les réformes. En juin 1982, un premier plan de « rigueur » est mis en œuvre. Parallèlement, on assiste à une montée continue du chômage. Dans les couches populaires, c'est le début d'un mouvement de désaffection vis-à-vis de Mitterrand et du gouvernement qui, lors des élections municipales de mars 1983, se traduit par une nette défaite socialiste.

Mars 1983 est aussi la date d'un choix lourd de conséquences pour le PS. Affaibli par les élections municipales, le pouvoir socialiste est également confronté aux politiques économiques menées par les pays voisins et par la Communauté européenne, ancêtre de l'actuelle Union européenne. On n'en est certes pas à l'euro, mais les pays de la Communauté européenne sont d'ores et déjà engagés dans un processus, le système monétaire européen (SME), également baptisé « serpent monétaire ». Il s'agit de limiter les variations des taux de change des devises européennes entre elles et de rapprocher les monnaies nationales, ce qui suppose une certaine convergence des politiques économiques et budgétaires. Le gouvernement français est donc au pied du mur. Soit il poursuit sa politique de contrôle de l'économie et de relance de la consommation, voire en accroît le contenu « social-démocrate », quitte à dévaluer à nouveau : il lui faut alors sortir du serpent monétaire et rompre avec ce qu'a été depuis des décennies la construction capitaliste de l'Europe. Soit il fait le choix de rester au sein du SME et c'en est fini des velléités de « changer la vie », pour ne rien dire

de la rupture avec le capitalisme. Ministres et dirigeants socialistes sont divisés sur la position à prendre. François Mitterrand tranche : la France reste dans le SME. Les conséquences logiques de ce choix s'enchaînent impitoyablement. Les mesures d'austérité se succèdent. Pierre Mauroy cède la place à Laurent Fabius. Il n'y a plus de ministres communistes dans le gouvernement. L'indexation des salaires sur l'évolution des prix est abolie : cette décision capitale sera l'un des éléments déterminants de la baisse du pouvoir d'achat des couches populaires et de la dégradation de la répartition des richesses entre travail et capital.

Ce tournant est alors présenté par le PS comme une... parenthèse. La parenthèse, on le sait, n'a jamais été refermée ! Ensuite, confrontés au ressentiment populaire contre un parti qui, une fois au pouvoir, n'a pas tenu ses promesses de campagne, les dirigeants socialistes en tirent progressivement la conclusion qu'il est plus sage d'arrêter de « faire rêver » et de ne promettre que le peu que l'on est sûr de tenir. Pour parvenir au pouvoir, François Mitterrand avait dû « écraser » - politiquement... - Michel Rocard et marginaliser les idées de la « deuxième gauche ». Pourtant, à travers la longue expérience de l'exercice du pouvoir (1981-1986, 1988-1993, 1997-2002), ces idées-là ont fini par s'imposer et gangrener toute la gauche...

De ce point de vue, le 10 mai 1981 a enclenché pour la France un processus déjà bien à l'œuvre dans les autres pays capitalistes développés : le renoncement des partis anciennement socialistes et/ou sociaux-démocrates non à faire la révolution et à instaurer le socialisme mais, simplement, à « réformer » le capitalisme dans un sens favorable aux couches populaires. Leur « réformisme » a désormais laissé la place, dans le meilleur des cas, à la gestion compassionnelle des soubresauts d'un système en crise.

François Coustal

P.-S.

* Publié dans : Revue Tout est à nous ! 21 (mai 2011).